

France/Présidentielle

Marine Le Pen accuse les médias de faire " campagne " pour Macron

AFP  
Paris/France

*Avec des accents rappelant les attaques du président américain Donald Trump contre les journalistes, la candidate du Front national considère que la presse a choisi son camp.*

**CANDIDATE** de l'extrême droite à la présidentielle française d'avril-mai, Marine Le Pen a pilonné hier les médias, accusés de mener une "campagne hystérique" en faveur de son adversaire centriste Emmanuel Macron qui la talonne désormais dans les sondages. "Je veux dire aux Français d'être extrêmement attentifs à ne pas se faire voler ces élections", a lancé la présidente du Front national, lors d'un meeting à Nantes (ouest) devant 3 500 personnes, selon ses équipes. "Dans cette élection les médias ont choisi leur camp, ils font campagne de manière hystérique pour leur poulain", l'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron, a accusé Marine Le Pen, avec des accents rap-

pelant les attaques du président américain Donald Trump contre les journalistes. "Ils se parent de morale, prétendent en rester à l'analyse des faits (...) et puis ils pleurnichent d'avoir perdu la confiance du peuple qui se tourne - et c'est légitime - vers internet pour s'informer", a martelé Mme Le Pen. Elle s'en est notamment prise à l'homme d'affaires Pierre Bergé, personnalité de gauche et l'un des propriétaires du journal Le Monde, qui met selon elle "son journal entièrement au service de M. Macron et en fait une arme de guerre contre la candidature du peuple que j'incarne". Dans un éditorial samedi, Le Monde relevait que les partisans de Marine Le Pen voyaient un « vaste complot du "système" politique, judiciaire et médiatique » contre leur candidate. "Elle-même ne se prive pas de jouer sur cette corde pour mieux se poser en victime", soulignait le journal. "AUTOROUTE MIGRATOIRE" • Sans épargner son adversaire de droite François Fillon, empêtré dans des soupçons d'emplois fictifs, Marine Le Pen a ré-



Photo : AFP

La candidate du Front national à la présidentielle, Marine Le Pen, en meeting à Nantes hier : "Dans cette élection, les médias ont choisi leur camp."

servé ses flèches les plus acérées à Emmanuel Macron, en nette progression dans les derniers sondages. Selon deux études publiées hier, le candidat de 39 ans - qui a reçu mercredi le renfort du centriste François Bayrou - talonne désormais avec 25% des intentions de vote la responsable d'extrême droite, toujours favorite du premier tour avec 27%. M. Fillon arrive en troisième position avec 19% ou 20% des intentions de vote, selon les études. Jugeant que "les Français n'en peuvent plus de l'immigration massive", Marine Le Pen a vertement criti-

qué Emmanuel Macron "allé en Allemagne récemment pour dire toute l'admiration qu'il avait pour l'accueil de 1,5 million de migrants outre-Rhin". Pour elle, M. Macron, candidat des "puissances d'argent", "devient la possibilité pour le système de se survivre, de survivre" et voudrait installer une "autoroute migratoire" entre Alger et Paris. "On est chez nous !!", ont longuement scandé en retour les militants présents. "Notre projet est en phase avec le monde, il entre en résonance avec le grand mouvement planétaire qui voit le réveil des peuples, le retour des frontières natio-

nales et des fiertés nationales", a encore lancé Marine Le Pen, en référence au Brexit ou à l'élection de Donald Trump. Comme ce dernier, elle préconise une taxe à l'importation qui pourrait monter à 35% pour les entreprises qui délocalisent puis réimportent leurs produits en France. Enfin Marine Le Pen, visée par une enquête sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants au Parlement européen, a appelé les magistrats à "ne pas contre-carrer la volonté du peuple". "Les magistrats sont là pour appliquer la loi, pas pour l'inventer, pas pour contre-carrer la volonté du peuple, pas pour se substituer au législateur", a-t-elle tancé. Dans un entretien au Journal du dimanche, le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas avait estimé auparavant que "rien ne justifierait" une pause des investigations visant des candidats à la présidentielle durant la campagne électorale. "Il n'y a pas une justice pour les anonymes et une justice pour les gens célèbres !", a-t-il insisté.

Etats-Unis/Politique

Trump n'assistera pas au dîner des correspondants de la Maison Blanche

AFP  
Washington/Etats-Unis

**DONALD** Trump a annoncé samedi qu'il ne participerait pas au dîner annuel des correspondants de la Maison Blanche, le 29 avril, une décision qui rompt avec une tradition placée sous le signe de l'humour et un nouvel épisode dans ses relations houleuses avec la presse. "Je n'assisterai pas au dîner de l'Association des correspondants de la Maison Blanche cette année", a

écrit le président américain dans un tweet. "Meilleurs vœux à tous et passez une bonne soirée !". Ce dîner de gala se déroule chaque année dans un hôtel de Washington et réunit le gratin de la presse, du monde politique américain ainsi que des célébrités. Cette soirée, instituée en 1921, permet au président américain de prononcer un discours teinté d'autodérision et de se moquer de ses adversaires politiques. En 2011, Donald Trump avait participé au dîner et avait été la cible de moque-



Photo : AFP

ries de la part de Barack Obama. Un épisode que des analystes jugent crucial dans la décision du magnat de l'immobilier de se présenter à la prési-

**Avec son absence annoncée au dîner des correspondants de la Maison Blanche, le président Donald Trump écrit un nouvel épisode de ses relations houleuses avec les médias.**

dence. Et depuis son accession au pouvoir il y a un mois, Donald Trump entretient des relations houleuses avec la presse. Il ne cesse d'attaquer les "médias malhonnêtes" et a même qualifié certains d'entre eux d'"ennemis du peuple". Ven-

dredi, son administration a privé le New York Times et CNN, entre autres, d'accès au briefing quotidien de la Maison Blanche. Certains s'interrogent d'ailleurs sur l'opportunité de participer eux-mêmes au dîner des correspondants, voire de le maintenir. Cette année, les magazines New Yorker et le Vanity Fair ont chacun annulé leurs fêtes organisées en marge du dîner des correspondants, des événements dans l'agenda mondain de Washington.

Mali/Violences

24 personnes qui étaient soupçonnées d'être jihadistes libérées

AFP  
Bamako/Mali

*Elles avaient été arrêtées par l'armée le 11 février.*

**VINGT-QUATRE** personnes arrêtées par l'armée malienne lors d'une opération anti-jihadiste le 11 février dans la région de Mopti (centre du Mali), ont été libérées sans charge, a annoncé hier à l'AFP leur avocat. "Mes 24 clients accusés injustement d'être des jihadistes ont été libérés samedi", deux

semaines après leur arrestation, "les enquêtes ont prouvé qu'ils n'étaient que de simples citoyens", a déclaré Me Hassan Barry. Selon lui, l'opération s'est déroulée du 10 au 12 février à Dialloubé, contre une base supposée de fidèles du chef jihadiste peul Amadou Koufa, dans la foulée d'affrontements meurtriers entre Peuls, traditionnellement éleveurs, et Bambaras, en majorité agriculteurs, dans des localités proches. Ces affrontements, ayant fait 20 morts selon le bilan officiel, avaient éclaté à la suite de l'assassinat le 11 février

d'un agriculteur bambara, imputé à des jihadistes, suivi de "représailles" contre des Peuls. Les tensions sont fréquentes entre communautés dans cette zone, où les Peuls sont soupçonnés par certains de collusion avec les jihadistes en raison de la présence dans la région depuis 2015 du mouvement armé d'Amadou Koufa. Depuis leur arrestation, les 24 suspects étaient détenus par la gendarmerie, dont un responsable a confirmé à l'AFP hier les libérations, sans toutefois se prononcer sur leur nombre.

"Ils étaient chez nous, ils ont effectivement été libérés", a-t-il simplement déclaré. Selon Me Hassan Barry, tous ses clients libérés "se portent bien". Après les arrestations, l'avocat, par ailleurs membre d'une association de défense des Peuls, avait dénoncé un "amalgame" à l'encontre de sa communauté dans le centre du pays. "On fait croire que ce sont des terroristes, alors que ce sont des civils chez qui on n'a même pas trouvé une seule arme, un seul bâton", avait-il dit le 15 février. Le mouvement d'Amadou

Koufa est allié à Ansar Dine du chef touareg Iyag Ag Ghali, un des groupes jihadistes proches d'Al-Qaïda qui ont contrôlé le nord du Mali pendant près de dix mois à partir de mars-avril 2012, à la faveur d'une rébellion touareg. Les jihadistes, qui avaient fini par évincer leurs ex-alliés touareg, ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Jihadistes.** Les chrétiens fuient le Sinaï. Des Egyptiens chrétiens ont fui samedi la péninsule du Sinaï pour la seconde journée consécutive après une série d'attaques présumées jihadistes dans cette région où sévit le groupe Etat islamique (EI). Très actif dans le Sinaï, le groupe EI a publié il y a une semaine un vidéo dans laquelle il promet de prendre pour cible les membres de la minorité chrétienne.

• **Maroc/Diplomatie.** Retrait d'une zone contestée au Sahara occidental. Le Maroc devait se retirer à partir d'hier d'une zone contestée au Sahara occidental, théâtre de vives tensions avec les indépendantistes du Front Polisario, a-t-on appris hier de source officielle.

• **Niger/Jihadistes.** L'aide de Paris. La France va venir en aide au Niger dont 16 soldats ont été tués dans une "attaque terroriste" contre une patrouille de l'armée près de la frontière malienne, a annoncé samedi le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique.** Un proche d'Obama prend la tête du Parti démocrate. Les démocrates américains ont élu leur nouveau leader samedi à Atlanta, avec Tom Perez, un Hispanique proche de Barack Obama, et sa feuille de route est claire : contrer le président Donald Trump et réorganiser le parti pour revenir dans la majorité en 2018 et 2020.

• **Iran/Présidentielle.** Rohani va se représenter. Le président iranien Hassan Rohani a décidé de "participer à l'élection présidentielle" du 19 mai pour un second mandat de quatre ans, a affirmé hier le vice-président chargé des Affaires parlementaires, Hosseinali Amiri, cité par les médias.

• **Russie/Politique.** Manif en mémoire de l'opposant Boris Nemtsov.



Des milliers de personnes ont défilé à Moscou hier en mémoire du leader d'opposition Boris Nemtsov, principal opposant au président Vladimir Poutine jusqu'à son assassinat il y a deux ans.